



**Observatoire Boutros-Ghali
du maintien de la paix – Décembre 2025**



Document de synthèse :

**Renforcer la contribution francophone
aux opérations de paix**

**Pistes de réflexion pour une approche
coopérative et mutualisée**

Solène Jomier



Cette note a été réalisée grâce au soutien de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie du Ministère français des Armées. Les propos énoncés dans cette publication ne sauraient en rien engager la responsabilité des organismes pilotes de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de la France.

Remerciements

L'autrice de l'étude tient à remercier le Professeur Michel Liégeois, membre du Comité scientifique de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix pour sa relecture attentive et ses conseils précieux.

Remarque introductive

Ce document de synthèse propose en cette année 2025 un aperçu des principales pistes de réflexion qui ont émergées tout au long des quatre dernières années d'activités de l'Observatoire. Il propose une vue d'ensemble des réflexions engagées à travers nos publications, les éditoriaux de notre lettre d'information, mais aussi au moment des séminaires et échanges informels qui ont permis de donner la parole à des experts et à des acteurs francophones du maintien de la paix.

Il s'inscrit dans la lignée directe d'une première synthèse diffusée en décembre 2020 et intitulée « [*Pistes et propositions pour renforcer la contribution francophone aux opérations de paix*](#) » (sous la direction de Federico Santopinto, décembre 2020), qui résumait les enseignements des quatre premières années d'activités de l'Observatoire (2017-2020). Elle constatait le déphasage entre le nombre de grandes opérations de la paix en espace francophone (3 à l'époque) et le nombre limité de pays contributeurs francophones leur fournissant des troupes. Elle identifiait des obstacles concrets à la contribution de États francophones aux opérations de paix, et proposait des pistes de solution. Elle cernait des freins à la fois politico-administratifs (utilisation limitée du français comme langue de travail à l'ONU, nombre insuffisant de francophones au sein des services ONU pouvant servir d'appui aux pays contributeurs, manque de familiarité des administrations nationales avec les procédures administratives onusiennes) et technico-opérationnels (demande croissante de l'ONU en faveur d'équipements et de personnels de plus en plus spécialisés, capacités limitées des pays à mettre en œuvre dans de nouvelles formations, manque de financements).

Si la majeure partie des constats et recommandations identifiées par ce premier document restent pertinentes et valides à l'orée de l'année 2025, il y a lieu de les enrichir et de les compléter avec des leçons complémentaires, des réflexions additionnelles et des approches adaptées à l'évolution du contexte. Ce document reprendra une structure similaire afin de faciliter la continuité entre les deux travaux.

Résumé exécutif

Cette note s'adresse prioritairement à une liste de 24 pays contributeurs de troupes et de police (PCTP) identifiés comme francophones, à leurs effectifs déployés dans les missions de paix (soit 23,35% du personnel en uniforme déployé en juillet 2025), et à leurs équipes diplomatiques. Elle s'adresse aussi plus largement au personnel de l'ONU au sein des missions et du Secrétariat (New-York), à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), aux chercheurs académiques, et aux autres acteurs de la société civile.

Les pays contributeurs francophones font face à des freins structurels qui limitent leur capacité à contribuer pleinement au système des Casques bleus. D'une part, ces obstacles sont de nature opérationnelle et technique : difficultés à s'aligner sur la technicité croissante demandée par l'ONU (tant en équipements qu'en personnel très spécialisé), manque de ressources financières et humaines pour former les troupes, manque de contenus de formation disponibles en français, etc. D'autre part, ils sont aussi de nature administrative et politique : difficultés à appréhender les démarches administratives de l'ONU (souvent en anglais uniquement), carences dans le suivi de l'évolution des normes et standards de l'ONU, déficit d'influence sur les décisions politiques relatives au maintien de la paix. À ces freins structurels, s'ajoute désormais un contexte politique et sécuritaire source d'incertitudes ; l'ONU souhaite réformer son mécanisme de maintien de la paix pour le rendre plus résilient et adaptable face à la volatilité des terrains de déploiement, mais affronte aussi une crise financière et budgétaire inédite qui la pousse à réduire les effectifs militaires et policiers des missions. Cette situation rend difficile la projection des PCTP dans le système. Pour minimiser ces difficultés, il est important pour ces États de pouvoir faire entendre leur voix dans les processus politiques et administratifs qui orientent et définissent les pratiques de l'ONU en matière de maintien de la paix.

Cette note explore les opportunités de mise en commun et de mise en réseau des acteurs francophones, afin de mutualiser le renforcement de leurs capacités, et les coûts associés, mais aussi afin d'accroître la portée de leurs voix dans les espaces décisionnels pertinents. Ce document se structure en deux temps : l'axe opérationnel et l'axe politique. Il comprend 10 volets de réflexion, qui ont conduit à l'expression de plus d'une vingtaine de recommandations concrètes destinées aux PCTP en priorité, ici reprises de manière non-exhaustive :

Recommandations à court-terme

Axe opérationnel	Axe politique
<ul style="list-style-type: none">➤ Utiliser les nouveaux modules de formation préalable au déploiement de l'ONU (CPTM) désormais disponibles en français (novembre 2025)➤ Mobiliser les ressources en ligne (sites internet, formations, applications mobile) mises à disposition en français par le Secrétariat, l'UNITAR ou encore des associations comme le POTI➤ Soutenir la diffusion des outils gratuits d'apprentissage du français tels que la méthode « En Avant ! », Lexicopaix et Lexikozé	<ul style="list-style-type: none">➤ Préparer conjointement la tenue prochaine du Groupe de travail sur les équipements appartenant aux contingents (janvier 2026) pour mutualiser le travail diplomatique et technique➤ Identifier les axes de convergence politique des francophones, tels que l'importance du multilinguisme, dans le cadre de la Revue sur l'avenir de toutes les formes d'opérations de paix qui aboutira en 2026

Recommandations à moyen et long terme

Axe opérationnel	Axe politique
<ul style="list-style-type: none">➤ Améliorer l'offre de formation en français aux opérations de paix :<ul style="list-style-type: none">● sur le fond – en développant des formations portant sur des thématiques spécialisées recherchées par l'ONU● sur la forme – en favorisant les supports numériques, les formations interactives, et le renforcement de la pédagogie➤ Resserrer les liens des centres de formation entre eux, et à travers les associations telles que l'IAPTC, l'APSTA ou le REFFOP➤ S'impliquer dans l'élaboration et/ou la traduction des contenus de formation mis à disposition par l'ONU et l'UA – et encourager ces deux organisations à étoffer l'offre disponible dans cette langue	<ul style="list-style-type: none">➤ Favoriser, quand cela est judicieux, une action diplomatique coordonnée et cohérente des États membres francophones auprès de l'ONU et de l'UA➤ Renforcer les liens avec les acteurs non diplomatiques aptes à soutenir le travail politique (anciens personnels de l'ONU, <i>think tanks</i>, experts militaires et policiers, etc.)

Table des matières

Introduction.....	1
Partie 1 – La contribution francophone aux OP : état des lieux et premières réflexions	3
❖ Tableau 1 : la contribution des PCTP francophones en personnel en uniforme aux OP de l'ONU (juillet 2025)	3
Partie 2 – Axe politique : Amplifier les voix des contributeurs francophones	5
❖ Encadré 1 : La francophonie, un forum de coopération politique parmi d'autres	3
1. Accroître la visibilité et la mise en réseau des acteurs francophones dans les multiples arènes politiques et institutionnelles du maintien de la paix (ONU, UA, CER)	6
❖ Encadré 2 : FOCUS : le groupe des ambassadeurs francophones (GAF)	7
2. Renforcer le rôle des PCTP francophones à l'origine des normes et des décisions politiques relatives au maintien de la paix.....	8
3. Identifier et renforcer des socles communs d'action politique multilatérale et régionale	9
Partie 3 – Axe opérationnel : renforcer l'architecture de formation et la coopération francophone	11
❖ Encadré 3 – Vers des opérations de paix plus modulaires – quelle incidence pour les PCTP ?	11
4. Améliorer et diversifier l'offre de formation pour mieux répondre et s'adapter aux besoins des opérations de paix	12
❖ Encadré 4 - Les nouvelles ressources numériques de formation de l'ONU : le Centre de ressources de maintien de la paix et le matériel de formation de base préalable au déploiement (2025)	13
5. Renforcer et diversifier les outils et formats de formation au service de l'apprentissage	14
❖ Encadré 5 - Focus sur le RETEX	14
6. Soutenir l'enseignement des langues et des compétences comportementales	15
❖ Encadré 6 - Méthode En avant !, LexicoPaix et Lexikozé : trois nouveaux outils numériques au service de l'apprentissage du français	16
7. Consolider et diversifier les partenariats de formation bilatéraux, multilatéraux et multilingues	17
8. Accélérer la mise en réseau des écoles et centres de formation francophones au maintien de la paix entre eux.....	18
9. S'inscrire dans une architecture de formation multiniveaux (ONU, UA, CER)	19
10. Accompagner la montée en capacité de formateurs francophones et multilingues.....	21
❖ Encadré 7 – Plaidoyer pour une meilleure performance pédagogique	22

Liste des acronymes

A4P	<i>Action for Peacekeeping</i> - Action pour le maintien de la paix
APSTA*	<i>African Peace Support Trainers Association</i> - Association africaine des formateurs pour le soutien à la paix
BAM	Bureau des affaires militaires
C-34	Comité spécial des opérations de maintien de la paix
C4ISR*	<i>Command– Control – Communication – Computer – Intelligence – Surveillance – Reconnaissance</i>
CCCPA*	<i>Cairo International center for conflict resolution, peacekeeping & peacebuliding</i> - Centre international du Caire pour la résolution de conflits, le maintien et la consolidation de la paix
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
COE* ou MAC	<i>Contingent-owned equipment</i> / Matériel appartenant au contingent
CPTM* ou MFBPD	<i>Core Pre-Deployment Training Materials</i> / Matériel de formation de base préalable au déploiement
CSNU	Conseil de sécurité des Nations unies
DAO	Département de l'appui opérationnel / anciennement Département de l'appui aux missions (DAM)
DCSD	Direction de la coopération de sécurité et de défense (France)
DOP	Département des opérations de paix / anciennement Département des opérations de maintien de la paix – (DOMP)
DPET*	Division de la politique, de l'évaluation et de la formation
FAA	Force africaine en attente
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban
GAF	Groupe des ambassadeurs francophones
IAPTC*	<i>International Association of Peacekeeping Training Centres</i> - Association internationale des centres de formation au maintien de la paix
IPI*	<i>International Peace Institute</i> – Institut international pour la paix
ITS* ou SIF	<i>Integrated Training Service</i> - Service intégré de formation
KAIPTC*	<i>Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre</i> - Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix
LCM*	<i>Light Coordination Mechanism</i> - Mécanisme de coordination souple
LCMOS*	<i>Light coordination Mechanism Online System</i> - plateforme en ligne du mécanisme de coordination souple
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France)
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations unies au Soudan du Sud
MMAS	Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti

MONUSCO	Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo
MTT*	<i>Mobile Training Team</i> - Équipe mobile de formation
NEDEX	Neutralisation, enlèvement, destruction des engins explosifs
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONU	Organisation des Nations unies
OP	Opération de paix (ONU)
OSP	Opération de soutien à la paix (Union africaine)
PCRS*	<i>Peacekeeping Capability Readiness system</i> - Système de préparation des capacités de maintien de la paix
PCTP	Pays contributeur de troupes et de police
POTI*	<i>Peace Operation Training Institute</i> - Institut de formation aux opérations de paix
QRF*	<i>Quick-reaction forces</i> - Forces de réactions rapides
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
REFFOP	Réseau d'expertise et de formation francophone aux opérations de paix
RETEX	Retour d'expérience
RP	Représentation permanente
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SME*	<i>Subject Matter Experts</i> - Experts sur des thématiques spécifiques
TOT*	<i>Training of trainers</i> - Formation des formateurs
TPP*	<i>Triangular partnership program</i> -/ Programme de partenariat triangulaire
UA	Union africaine
UNITAR	<i>United Nations Institute for Training and Research</i> - Institut des Nations unies pour la formation et la recherche
UNPOL	Police des Nations unies
UNSSC	<i>United Nations System Staff College</i> - École des cadres du système des Nations Unies
USIP	<i>United States Institute for Peace</i> - Institut des États-Unis pour la paix

* Ces acronymes, sont traditionnellement utilisés en anglais au sein de l'ONU et leurs équivalents francophones restent peu connus du grand public. Pour faciliter la compréhension du sujet, nous les recensons dans les deux langues ici. Le texte utilise, quand cela est possible, l'acronyme francophone, tel qu'établi par l'ONU dans son matériel de formation préalable au déploiement (CPTM), [Annexe 1](#).

Introduction

L'année 2026 s'annonce comme une année charnière pour l'avenir du maintien de la paix onusien, qui connaît des évolutions de fond inédites au XXI^e siècle. D'une part, cet outil international doit poser un constat d'impasse face à des difficultés importantes, tant sur le terrain – à l'instar du retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) exigé par le Mali – qu'au siège, à l'image des tensions rencontrées au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), l'organe qui mandate l'ensemble des opérations de paix (OP) onusiennes. Et d'autre part, il a initié une série d'initiatives et d'innovations à la fois politiques et stratégiques, comme la résolution 2719 (2023) ouvrant la voie à un soutien financier des Nations unies à des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine (UA)¹. Cherchant à repenser les cadres de son action pour la paix, l'ONU a entériné en 2024 son nouveau Pacte pour l'avenir², et a amorcé des discussions de fond sur une possible réforme plus globale de son pilier paix et sécurité. Ces échanges devraient s'incarner en 2026 par la Revue du Secrétariat général des Nations unies sur l'avenir de toutes les formes d'opérations de paix³.

En parallèle, l'institution internationale fait aussi face à une crise budgétaire et financière qui s'aggrave depuis le début de l'année 2025, entre autres causée par le désengagement pécuniaire partiel des États-Unis, pourtant jusqu'ici premier contributeur financier de l'institution. Crise des liquidités, réduction du nombre de Casques bleus déployés, coupes dans le personnel civil, cette situation complexifie fortement la gestion au jour le jour du travail des OP. Elle a amené le Secrétariat général de l'ONU à annoncer en mars 2025 l'initiative ONU80, qui vise à repenser de manière plus transversale sa gestion financière, ses structures de fonctionnement, et ses ressources humaines et matérielles⁴.

Pour les États-membres francophones fournissant le personnel en uniforme de ces missions, les pays contributeurs de troupes et de police (PCTP), cette situation donne lieu à de nombreuses interrogations quant à la nature et à l'évolution de leur contribution au mécanisme du maintien de la paix. Ils doivent désormais se projeter dans des capacités de contribution multiniveau (ONU, UA, organisations sous-régionales) tout en intégrant des risques nouveaux sur le terrain (Engins explosifs improvisés, désinformation et mésinformation, risques environnementaux, etc.) qui nécessitent souvent de renouveler leurs pratiques et d'adapter leurs capacités en continu. Une telle agilité ne va pas de soi. Elle implique un travail de fond important de la part de ces PCTP francophones, en matière de préparation, de formation et d'équipement de leurs troupes, afin de garantir leur bonne conduite et la performance des missions où elles sont déployées. À cette fin, il est essentiel que ces États s'approprient à la fois les réflexions en cours sur l'avenir du maintien de la paix mais aussi plus largement les normes capacitives, processus administratifs et mécanismes institutionnels qui constitueront le maintien de la paix de demain.

¹ Pour en savoir plus : LIEGEOIS Michel, « [L'ONU et le maintien de la paix : défis et prospective](#) », *Observatoire Boutros-Ghali (OBG)*, avril 2025.

² « [Pacte pour l'avenir](#) », *Assemblée générale des Nations unies*, A/RES/79/1, 22 septembre 2024.

³ Voir notamment : WANE El-Ghassim, WILLIAMS Paul D., KIHARA-HUNT Ai, « [L'avenir du maintien de la paix, nouveaux modèles et capacités connexes](#) », *ONU, Département des opérations de paix des Nations unies*, octobre 2024, version francophone janvier 2025.

⁴ « [Avec l'initiative UN80, les Nations unies envisagent une réforme structurelle majeure pour faire face aux contraintes budgétaires](#) », *Observatoire Boutros-Ghali (OBG)*, mai 2025.

Dans le contexte multilatéral actuel, les pays contributeurs francophones – qui sont au cœur du travail de l’Observatoire – font face à une situation délicate. Ils doivent pouvoir structurer une action stratégique de long terme (préparation des troupes, investissement en équipements, acquisition de nouvelles compétences, etc.), tout en prenant en compte les incertitudes politiques, économiques et administratives qui agitent actuellement l’ONU.

Si les propositions avancées par la note de synthèse de l’Observatoire datant de 2020⁵ restent pour la plupart tout à fait pertinentes, il paraissait donc utile de réadapter la démarche au contexte actuel. Ce document tente ainsi de recenser des pistes complémentaires de solutions pour soutenir les efforts des PCTP – actuels ou potentiels – en priorité, et autour d’eux une myriade d’acteurs francophones : les Etats-membres de l’ONU et leur personnel diplomatique, leurs troupes déployées dans les opérations de paix, le personnel – actuel ou ancien - de l’ONU (au secrétariat à New-York et dans les missions), les chercheurs académiques et membres de think-tanks, ou bien encore les organisations intergouvernementales telles que l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il envisage avant tout les opportunités de mise en commun des capacités et des outils au sein de la sphère francophone. Une telle mutualisation pourrait permettre de faciliter les échanges, soutenir la montée en capacité et en compétence du personnel, et ainsi renforcer l’implication et l’empreinte des acteurs francophones. Ces éléments pourraient notamment servir de base de réflexion en amont de la tenue de la prochaine ministérielle francophone du maintien de la paix, qui pourrait être accueillie par le Maroc en 2026.

Cette note tente par ailleurs de résumer et de systématiser les nombreuses pistes de solution qui ont émergé lors des échanges formels et informels menés par l’Observatoire avec les acteurs francophones des OP, et notamment les discussions du Séminaire de novembre 2024⁶ et une série de sept entretiens réalisés avec des professionnels issus des missions de paix, des représentants diplomatiques, et de chercheurs spécialisés, qui ont été anonymisés. Elle propose d’abord un rapide état des lieux de la contribution francophone (Partie 1), puis se divise en deux axes de réflexion :

- L’« *Axe politique – Amplifier les voix des contributeurs francophones* » (Partie 2) s’adresse au siège des Nations unies, au siège de l’Union africaine, ainsi qu’aux représentations diplomatiques de leurs États-membres. Il s’agit en premier lieu de mesures visant à favoriser la pleine participation des PCTP francophones aux discussions stratégiques sur le maintien de la paix à l’ONU.
- L’« *Axe opérationnel – renforcer l’architecture de formation et la coopération francophone* » (Partie 3) s’adresse essentiellement aux acteurs francophones eux-mêmes (PCTP, centre de formation au maintien de la paix, etc...). Les pistes et suggestions qui y sont regroupées visent à améliorer les capacités du personnel en uniforme sur le terrain, en particulier au travers des réflexions sur la préparation pré-déploiement.

Les pistes listées dans cette note de synthèse identifient des tendances émergentes et des opportunités éventuelles, afin que les acteurs francophones du maintien de la paix qui le souhaitent puissent s’en saisir. La suite éventuelle à donner à l’ensemble de ces éléments de réflexion reste une prérogative exclusive des État-membres, de l’ONU et des autres acteurs impliqués dans l’écosystème du maintien de la paix.

⁵ SANTOPINTO Federico, « [Pistes et propositions pour renforcer la contribution francophone aux opérations de paix](#) », *Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix (OBG)*, décembre 2020.

⁶ « [Séminaire de l’Observatoire à New York – Les enjeux de la francophonie dans le maintien de la paix – 20 novembre 2024](#) », *Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix (OBG)*, 2024.

Partie 1 – La contribution francophone aux OP : état des lieux et premières réflexions

Depuis 2021, le Réseau d’Expertise et de Formation Francophone aux Opérations de Paix (REFFOP), un projet soutenu par l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF), recense des données statistiques⁷ relatives à la participation francophone en troupes au maintien de la paix des Nations unies. Ces données constituent une estimation, basée sur une liste de 36 pays ayant soit 1) le français comme langue officielle ou co-officielle ; soit 2) pouvant démontrer une relative prévalence du français au sein de sa population. Si cette méthode ne garantit pas l’exactitude des résultats, cet outil donne un aperçu d’ensemble de la contribution de la francophonie en personnel en uniforme des opérations de paix (OP).

Sur 36 pays ainsi considérés, 24 déploient du personnel en uniforme dans une opération de paix des Nations unies (voir tableau 1 ci-joint). Autrement dit, sur les 116 pays contribuant actuellement au maintien de la paix, près de 1 sur 5 peut être considéré comme francophone. En termes d’effectifs cela représente 14 274 personnes, soit 23,35% des Casques bleus et policiers bleus déployés à travers le monde⁸. Plusieurs pays francophones africains se classent dans le Top 20 du plus grand nombre de troupes déployées : le Rwanda (2^e), le Maroc (9^e), le Sénégal (12^e), le Cameroun (14^e) ou bien encore la Tunisie (18^e), loin devant les pays francophones des autres continents (France - 26^e, Canada - 70^e, Suisse - 80^e)⁹. Ce sont donc les pays africains qui contribuent le plus en nombre de personnel francophone.

Autre donnée statistique intéressante, les PCTP francophones tels que recensés ici contribuent à hauteur de 70,14% du personnel de police des Nations unies (UNPOL)¹⁰. Ce sont 4265 policiers qui sont déployés par des PCTP francophones, la très vaste majorité d’entre eux par des pays africains francophones. Ces États ont aussi engagé des efforts pour accroître la part de femmes en uniforme qu’ils déploient, afin de tendre vers les objectifs de la Stratégie de parité des sexes pour le personnel en uniforme de l’ONU (2018-2028)¹¹. En juillet 2025, les femmes constituent 17% des effectifs de police

Tableau 1 - la contribution des PCTP francophones en personnel en uniforme aux OP de l’ONU (juillet 2025)

Pays francophones participant aux effectifs des opérations de paix	Nombre de personnel déployé
Rwanda	5905
Maroc	1697
Sénégal	1293
Cameroun	1132
Tunisie	932
Mauritanie	793
Burundi	774
France	660
Côte d'Ivoire	250
Djibouti	238
République du Congo	187
Burkina Faso	95
Niger	77
Togo	58
Mali	38
Canada	32
Tchad	29
Bénin	26
Guinée	25
Suisse	21
Vanuatu	6
Madagascar	3
Algérie	2
Belgique	1
Total des troupes francophones	14274

⁷ « [Statistiques de la participation francophone aux opérations de paix](#) », REFFOP, juillet 2025.

⁸ *Ibid.*

⁹ « [Uniformed Personnel Contributing Countries by Ranking Experts on Mission, Formed Police Units, Individual Police, Staff Officer, and Troops As of: 31/07/2025](#) », ONU, Département des opérations de paix, 8 septembre 2025.

¹⁰ Ces calculs ont été effectués par l’autrice sur la base des chiffres du REFFOP de juillet 2025. « [Statistiques de la participation francophone aux opérations de paix](#) », REFFOP, juillet 2025.

¹¹ « [Uniformed Gender Parity Strategy 2018-2028](#) », ONU, Département des opérations de paix, 2017.

francophone ; cependant elles ne sont que 8% au sein des effectifs militaires francophones, encore loin des 15% visés par l'ONU à l'horizon 2028¹².

Les pays contributeurs africains représentent la majorité des PCTP francophones identifiés, et également regroupent le plus de troupes francophones déployées. Envisager la contribution francophone aux opérations de paix implique de leur porter une attention particulière. Ces pays sont appelés à contribuer durablement non seulement aux missions de l'ONU, mais également aux missions de l'UA, et particulièrement aux Opérations de soutien à la paix (OSP), un ressort régional renforcé par la nouvelle résolution 2719 (2023)¹³. Cette double implication revêt un défi spécifique, et incarne une préoccupation première des États africains concernés, qui peinent à se projeter dans cette dualité de normes, de capacités de mise en œuvre et de pratiques aux contours encore incertains.

Cependant, les valeurs statistiques ci-dessus ne donnent qu'une compréhension partielle pour identifier les acteurs francophones dans le maintien de la paix.

D'une part, si les pays identifiés par le REFFOP comme francophones remplissent certains critères permettant de les qualifier comme tels, il faut rester prudent quant à la maîtrise de cette langue au niveau individuel, à l'échelle de chaque militaire et policier issu de ces pays. Malheureusement, l'ONU ne recense pas à ce stade les compétences linguistiques du personnel en uniforme, seules des estimations sont donc possibles. Or, le français est bien plus souvent une seconde, voire une troisième langue pour de nombreux locuteurs, même lorsqu'il constitue une langue officielle dans leur pays d'origine. La seule nationalité ne saurait être indicative des capacités linguistiques du personnel en uniforme. Par exemple, les contingents belges déployés au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) entre 2006 et 2012 étaient en majorité issus de la région néerlandophone du pays, et ont prioritairement interagi en anglais avec la population¹⁴.

D'autre part, la francophonie dans le maintien de la paix est loin de s'arrêter strictement à la liste des 24 pays identifiés par le REFFOP. Nombres de Casques bleus ou de membres du personnel civil de l'ONU maîtrisent la langue française par attrait personnel ou par opportunité professionnelle, sans incitatif particulier à leur niveau national. De plus, la notion de francophonie peut aisément s'étendre aux nombreux pays impliqués dans l'OIF. En 2025, celle-ci compte en soi 53 pays membres, 5 membres associés et 32 observateurs – soit 90 États impliqués de près ou de loin dans l'organisation. Plusieurs PCTP membres de l'OIF mais absents de la liste du REFFOP soutiennent l'apprentissage du français parmi leurs troupes. On peut citer par exemple le Ghana, l'Égypte, la Roumanie, ou bien encore le Cambodge, qui a renforcé l'apprentissage du français parmi ses soldats en amont de son déploiement au Mali et désormais en RCA¹⁵. D'autres pays ne font partie ni de la liste du REFFOP, ni de l'OIF, et ont tout de même développé un intérêt pour le français dans le cadre de leur contribution au maintien de la paix, comme par exemple l'Italie¹⁶. Enfin, d'autres pays officiellement francophones

¹² Ces calculs ont été effectués par l'autrice sur la base des chiffres du REFFOP de juillet 2025. « [Statistiques de la participation francophone aux opérations de paix](#) », REFFOP, juillet 2025.

¹³ « [Résolution 2719 \(2023\)](#) », CSNU, S/RES/2719 (2023), 21 décembre 2023.

¹⁴ LIÉGEOIS Michel, « [Making Sense of a Francophone Perspective on Peace Operations: The Case of Belgium as a Minifrançophone State](#) », *International Peacekeeping*, 19:3, p. 316-332, août 2012.

¹⁵ « [Formation au français pour les femmes Casques bleus cambodgiennes](#) », OBG, octobre 2025, consulté le 28 octobre 2025.

¹⁶ Dans le cadre de la Ministérielle de Berlin, l'Italie s'est engagée à assurer des formations en français en partenariat avec le Sénégal.

« [List of Member State Pledges](#) », ONU, UN Peacekeeping ministerial, UN Peacekeeping, 29 mai 2025.

ne contribuent pas actuellement au système des casques bleus, et peuvent rencontrer des obstacles spécifiques à initier cette démarche.

En outre, la mention sur la liste du REFFOP ou l'appartenance à l'OIF ne sont pas forcément synonyme d'une volonté politique à travailler avec d'autres francophones. Au contraire, ces deux listes sont hétérogènes, et réunissent des acteurs qui en pratique ne travaillent pas forcément ensemble. Passé colonial, désaccords frontaliers, rivalités historiques, économiques et/ou politiques sont autant de facteurs de tensions qui peuvent influencer la décision d'un État à s'impliquer ou non dans une action commune avec d'autres francophones.

Dans cette perspective, « *Agir ensemble en tant que francophones* » relève avant tout d'un choix politique des acteurs étatiques qui se comprennent comme tels, au sein d'un groupe aux contours relativement flous. Cela peut garantir deux aspects fondateurs d'une action politique et opérationnelle conjointe : 1) une compréhension commune des objectifs 2) la bonne volonté des acteurs qui s'y impliquent. La francophonie peut constituer cela dit un espace d'action à géométrie variable selon les enjeux et le contexte, et exposé aux revirements individuels.

À défaut de pouvoir établir une liste définitive, cette note de synthèse s'appuiera sur une compréhension relative de la « *francophonie* » dans le maintien de la paix. Elle s'adresse non seulement aux 24 pays identifiés par le REFFOP comme des PCTP francophones, mais plus globalement à l'ensemble des Etats-membres de l'ONU s'identifiant comme francophones, qu'ils participent actuellement ou souhaitent participer au système de maintien de la paix à l'avenir. Elle s'adresse aussi aux troupes déployées par ces PCTP, au personnel de l'ONU au sein des missions et du secrétariat, à l'OIF, et aux chercheurs académiques.

Cette étude vise, dans la lignée de la note de synthèse de 2020, à renforcer l'action conjointe des acteurs francophones qui le souhaitent. Elle a pour objet d'identifier des ponts, opportunités de coopération et outils pour renforcer leur mise en réseau, et *in fine*, pérenniser leur capacité à contribuer pleinement au système onusien de maintien de la paix.

Partie 2 – Axe politique – Amplifier les voix des contributeurs francophones

Cette seconde partie propose des propositions et pistes de recommandations au regard du travail diplomatique et institutionnel relatif au maintien de la paix. Les éléments ci-après constituent une liste non-exhaustive de réflexions, qui reste fragmentaire. Cette partie s'intéressera en particulier aux obstacles à une participation pleine et entière des acteurs francophones à l'architecture décisionnelle des opérations de paix – à l'ONU et dans une moindre mesure à l'Union africaine (UA) et auprès des Communautés économique régionales (CER) – et aux réponses possibles face à ce constat. Les acteurs francophones restent libres de les prendre en compte.

Encadré 1 - La francophonie, un forum de coopération politique parmi d'autres

Du point de vue politique et diplomatique, la francophonie ne constitue pas un ensemble uniforme. La Francophonie en tant qu'organisation internationale reste marquée par des fractures politiques profondes et durables ces dernières années. Par exemple, le Burkina Faso et le Mali, qui font partie de la liste des 24 PCTP du REFFOP, qui ont quitté en 2025 à la fois l'OIF et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans un climat de tensions avec leurs voisins francophones

d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'avec la France. Le contexte national et international garde donc une forte incidence sur la décision des États à participer ou non à une action collective francophone portant sur le maintien de la paix.

Par ailleurs, la francophonie est loin d'être le seul espace de coopération ouvert aux États membres de l'ONU, et peut parfois se retrouver en compétition avec d'autres groupes. Comme le soulignait le Dr Arthur Boutellis¹⁷, de l'Institut international pour la paix (*International Peace Institute - IPI*), les États intègrent souvent en parallèle de multiples arènes de coopération à la fois sous-régionales, régionales, linguistiques, etc. À New York par exemple, les représentants diplomatiques des pays africains travaillent souvent à porter une seule voix au sein des débats sur les questions de paix et de sécurité de l'ONU, qu'ils soient francophones ou non.

La francophonie en tant qu'espace de coopération doit identifier là où elle serait la plus utile et pertinente, mais aussi là où elle peut rassembler autour d'un socle commun. En l'occurrence, sur les enjeux politique et institutionnel du maintien de la paix, plusieurs défis communs à de nombreux PCTP ressortent à la fois des travaux déjà menés par l'Observatoire¹⁸, de ses événements et des entretiens menés dans le cadre de cette étude. Les PCTP francophones rencontrent entre autres des difficultés à 1) appréhender les démarches administratives – souvent en anglais - relatives aux OP, 2) assurer un suivi de l'évolution des besoins, normes et standards de l'ONU en matière de déploiement opérationnel, 3) et faire entendre leurs voix dans un espace politique où la vaste majorité du travail se fait en anglais, en particulier les discussions et négociations informelles.

1. Accroître la visibilité et la mise en réseau des acteurs francophones dans les multiples arènes politiques et institutionnelles du maintien de la paix (ONU, UA, CER)

- a. *Identifier des points de contacts francophones au sein des départements de l'ONU pertinents afin de limiter les obstacles à l'accès à l'information*
- b. *Encourager le dialogue et la coopération entre les représentations diplomatiques, le personnel de l'ONU, de l'UA et des CER, et la 3^e ONU*

Les 24 PCTP francophones identifiés par le REFFOP représentent 20% des PCTP globaux. En s'appuyant sur cette liste resserrée, on peut considérer que *a minima* 20% des représentations diplomatiques et corps étatiques associés qui travaillent sur le maintien de la paix sont susceptibles de privilégier le français comme langue de travail. Or si le français est l'une des six langues officielles de l'ONU, et l'une des deux langues de travail de son Secrétariat général, il reste dans les faits relativement peu usité, la très vaste majorité du travail multilatéral se tenant en anglais. Cela constitue un obstacle pour le personnel des représentations permanentes (RP) diplomatiques des différents PCTP francophones présents à New York, mais aussi pour le personnel de leurs administrations centrales nationales, pour

¹⁷ Dr Arthur Boutellis cité dans « [Les enjeux de la francophonie dans le maintien de la paix - état des lieux et perspectives sur l'engagement des pays contributeurs de troupes et de police francophones dans les OP](#) », Panel 1 - Enjeux politiques et institutionnels francophones du maintien de la paix, *Observatoire Boutros-Ghali*, novembre 2024.

¹⁸ SANTOPINTO, Federico, « [Pistes et propositions pour renforcer la contribution francophone aux opérations de paix](#) », *loc cit.*

qui l'anglais n'est pas forcément un prérequis professionnel. Par exemple, l'omniprésence de la langue anglaise dans les négociations de couloir de l'ONU peut s'avérer un frein à la capacité des RP francophones à faire porter leur voix et à débattre sur des enjeux techniques lors de ces temps plus informels d'échanges¹⁹.

Au sein des institutions onusiennes, il est particulièrement utile pour les RP francophones de pouvoir identifier des points d'entrée francophones au sein du Département des opérations de paix (DOP), du Département de l'appui opérationnel (DAO) et au sein du Département des affaires politiques et consolidation de la paix (DPPA), ce qui facilite la bonne compréhension des démarches administratives et par extension leur meilleure appropriation par les PCTP. Pourtant le nombre de locuteurs francophones reste limité dans plusieurs services et organes clés : le SIF, le LCM, le PPT, mais aussi la Division de la politique, de l'évaluation et de la formation (DPET), ou bien encore le Bureau des Affaires militaires (BAM)²⁰. Maintenir un nombre stable de francophones au sein de ces instances risque de s'avérer d'autant plus difficile avec les coupes budgétaires et de personnel qu'envisage l'ONU pour 2026. Pouvoir s'appuyer sur des contacts directs reste un canal informel important pour faciliter l'appropriation des démarches administratives relatives aux OP. À ce titre, on peut aussi souligner l'utilité de la mise à jour – en cours de réalisation par la France et UNITAR - du « *Guide pratique du contributeur* », un ouvrage de 2019 destiné au PCTP francophones et passant en revue les étapes pratiques et les démarches à réaliser pour que l'ONU puisse déployer des troupes²¹.

La mise en réseau des acteurs francophones peut aussi servir à renforcer leur empreinte à New-York. Pouvoir établir une voix collective sur un enjeu précis de paix et de sécurité peut permettre d'obtenir plus de poids politique dans les organes décisionnels de l'ONU. Cette coopération peut passer par la création d'espaces d'échanges plus informels permettant aux États de s'accorder sur des positions communes là où ils le jugent pertinents. C'est le travail entamé par le Groupe des ambassadeurs francophones à New York (voir Encadré 7).

Encadré 2 - FOCUS : le groupe des ambassadeurs francophones (GAF)

La Représentation de l'OIF auprès des Nations unies apporte son appui technique depuis plusieurs années au « *Groupe des Ambassadeurs francophones* » (GAF) à New York. Cette plateforme informelle rassemble plus d'une trentaine de représentations diplomatiques de pays francophones et vise à faciliter le débat, la concertation et la coordination politique de ces acteurs entre eux. Ces travaux communs peuvent concerner l'adoption d'un langage diplomatique commun sur un enjeu politique, l'appui de candidatures francophones à certaines responsabilités – notamment au sein du Conseil de sécurité –, et le partage d'informations. Le groupe travaille sur le maintien de la paix à travers sa plateforme des conseillers militaires, de police et experts chargés des opérations de paix, qui se concentre notamment sur la meilleure prise en compte des enjeux linguistiques et interculturels dans l'action de paix onusienne²².

¹⁹ Ambassadeur Ghislain Ondias Okouma cité dans « [Les enjeux de la francophonie dans le maintien de la paix - état des lieux et perspectives sur l'engagement des pays contributeurs de troupes et de police francophones dans les OP](#) », Panel 1 - Enjeux politiques et institutionnels francophones du maintien de la paix, *Observatoire Boutros-Ghali*, novembre 2024.

²⁰ Entretien avec un membre d'une représentation diplomatique.

²¹ [Etre acteur des opérations de paix des Nations Unies - Guide pratique des pays contributeurs](#), Paris, L'Harmattan, 2019.

²² Entretien avec un membre d'une représentation diplomatique et « [Le Groupe des ambassadeurs francophones de New York discute de ses priorités pour 2025](#) », OIF, janvier 2025.

À noter que l'OIF a engagé des initiatives similaires auprès de plusieurs institutions internationales, et notamment à Addis-Abeba, où le GAF travaille notamment sur l'enjeu de la mise en œuvre de la résolution 2719 (2023)²³.

En outre, les RP des PCTP francophones à New York disposent de moyens très contrastés pour suivre l'ensemble des débats de l'ONU. Là où des missions permanentes européennes peuvent aisément s'appuyer sur plus de 40 collaborateurs, de nombreuses missions africaines en comptent moins de 10. Cela les oblige à faire des choix parmi les nombreuses réunions et débats qu'il faut suivre à l'ONU ; par ailleurs le personnel diplomatique et administratif présent n'est pas forcément spécialiste des enjeux de paix et de sécurité, encore moins des affaires militaires et de police, ce qui rend difficile le suivi et la participation aux décisions portant sur le maintien de la paix²⁴. Mutualiser ce travail de suivi des discussions est une piste possible pour assurer la participation pleine et entière des PCTP francophones. Dans les faits, plusieurs initiatives informelles vont déjà dans ce sens, puisque certaines RP se font le relai des réunions sur des thématiques tels que les droits humains ou les enjeux de développement. D'autres acteurs, non-institutionnels, peuvent ainsi être impliqués davantage en appui de leur préparation politique et technique. Cette « 3^e ONU²⁵ » composée d'experts ayant servi dans les missions, d'anciens hauts-cadres de l'ONU, de chercheurs académiques, de *think tanks* et de la société civile, peut apporter un soutien technique précieux.

Un tel travail de mise en réseau peut également être pertinent du côté de Genève (siège de plusieurs agences onusiennes) d'Addis-Abeba (siège de l'UA), voire des capitales sous-régionales comme Abuja (siège de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest - CEDEAO).

2. Renforcer le rôle des PCTP francophones à l'origine des normes et des décisions politiques relatives au maintien de la paix

- a. *Envisager une action francophone commune dans certains organes décisionnels de l'ONU (CSNU, AG, C34, 5^e commission, groupes de travail etc.)*
- b. *Favoriser les approches collaboratives bilatérales et multilatérales au service d'une montée en capacité technique*

Représentant *a minima* 1 PCTP sur 5, la francophonie en tant que groupe peut être légitime à incarner une voix dans les débats et décisions portant sur le maintien de la paix, si elle le juge utile. À l'ONU, plusieurs organes et espaces de décision pourraient être investis davantage dans le cadre d'une action commune.

Instance centrale de l'établissement et du renouvellement du mandat des missions de paix, le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) compte à ce jour un membre permanent francophone (la France) et voit régulièrement un pays francophone occuper l'un des 10 sièges non-permanents : le Gabon en

²³ « [Addis-Abeba : rencontre des ambassadeurs francophones avec le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU auprès de l'UA](#) », OIF, octobre 2025.

²⁴ Entretien avec un membre d'une représentation diplomatique.

²⁵ Dr Arthur Boutellis cité dans « [Les enjeux de la francophonie dans le maintien de la paix - état des lieux et perspectives sur l'engagement des pays contributeurs de troupes et de police francophones dans les OP](#) », *loc. cit.*

2023, la Suisse en 2024, la RDC en 2026²⁶. Au-delà de la capacité à voter les résolutions mandatant les missions, ce type de rôle permet également aux États d'en être porte-plume, c'est-à-dire rédacteur. Cette responsabilité, très technique, ouvre aussi le champ à une capacité d'influence et un pouvoir symbolique non-négligeables. Reste que les RP francophones ne disposent pas toujours de l'expertise et des ressources humaines pour assurer ce rôle extrêmement exigeant. Là encore mutualiser les capacités est une piste intéressante pour favoriser cette prise de responsabilité, à condition d'identifier la collaboration adéquate. Par exemple, la résolution 2719 portant sur le soutien de l'ONU aux OSP de l'UA a été co-écrite par 3 membres non-permanents et africains : le Gabon, le Ghana et le Mozambique (dits « A3 »)²⁷.

Autre arène importante du maintien de la paix, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix (dit « C34 ») se réunit chaque année pour établir des recommandations à destination du Secrétariat de l'ONU et des États-membres. Un groupe francophone, mené par le Maroc, y porte régulièrement une voix commune. D'autres organes onusiens exerçant une influence plus ou moins directe sur le maintien de la paix peuvent être investis de la même manière, si les acteurs francophones le jugent pertinent. On peut citer entre autres l'Assemblée générale des Nations unies, la 5^e commission portant sur les questions administratives et budgétaires – qui décide notamment du budget des missions de paix de l'ONU, un pouvoir important dans un contexte de crise financière – ou bien encore les multiples groupes de travail ponctuels. À cet égard, on peut souligner la tenue prochaine – à partir de janvier 2026 – du Groupe de travail sur l'équipement appartenant aux contingents (*Contingent Owned Equipment (COE) Working Group*). Cet organe subsidiaire de la 5e Commission se réunit tous les 3 ans afin de mettre à jour le Manuel du COE, qui définit notamment le cadre de conformité de l'équipement des PCTP, une norme qui peut faire ou défaire la capacité d'un PCTP à contribuer au système onusien.

3. Identifier et renforcer des socles communs d'action politique multilatérale et régionale

- a. Identifier et hiérarchiser les points de convergence politique*
- b. Actualiser les priorités politiques communes à l'orée de la crise du multilatéralisme*

Pour une action coordonnée, efficace et convergente, il est important que les PCTP francophones s'accordent sur les orientations communes à faire avancer dans les différentes arènes identifiées. Une telle « *voix collective* » francophone peut accroître le poids des priorités identifiées – si cela est fait de manière judicieuse. Cette note explore ci-après 3 socles possibles : 1) le renforcement du multilinguisme 2) la mise en avant de la primauté de la prévention et des solutions politiques aux conflits, et 3) la préparation de la réforme du maintien de la paix initiée par l'ONU.

Socle du travail de l'OIF, la mise en avant de la langue française trouve un écho au niveau de l'ONU qui renouvelle régulièrement son attachement au multilinguisme²⁸. Cependant, les capacités de l'ONU à faire vivre ce multilinguisme de manière officielle restent limitées. Dans le contexte des opérations de

²⁶ « [Membres permanents et non permanents](#) », *Conseil de sécurité de l'ONU*, consulté le 5 novembre 2025.

²⁷ « [Le Conseil de sécurité adopte une résolution sur le financement des opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine](#) », ONU, Couverture des réunions & communiqués de presse, 21 décembre 2023.

²⁸ « [Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie](#) », *Assemblée générale des Nations unies*, A/79/L.121, août 2025, préambule.

paix, le multilinguisme peut participer de la bonne compréhension au sein du personnel, et de l'interaction avec les populations locales et l'État-hôte. En l'occurrence, le français est une langue officielle de deux pays-hôtes d'une mission de paix de l'ONU – la MONUSCO en RDC et la MINUSCA en RCA. Il paraît donc pertinent de poursuivre les efforts de plaidoyers déjà engagés par l'OIF en faveur du multilinguisme et de la sensibilisation à l'apprentissage du français au service d'une meilleure performance des missions de paix dans les multiples arcanes politiques encadrant leur action.

Dans un second temps, les PCTP francophones peuvent s'interroger sur la façon de mieux promouvoir une position commune sur les défis de la prévention, la médiation et de la primauté des solutions politiques aux conflits²⁹. Ces axes constituent des orientations générales régulièrement réaffirmées par le Secrétariat de l'ONU, et sont au cœur de la Mesure 16 du Pacte pour l'avenir³⁰. À cet égard, le Général Birame Diop, ministre des Forces armées du Sénégal, appelle les francophones à concentrer le travail sur la prévention, notamment via l'amélioration de la bonne gouvernance, le soutien aux processus de démocratisation et le travail politique en faveur d'une paix durable³¹. Une telle action peut trouver un écho particulier parmi les PCTP francophones africains, puisque l'UA fait elle aussi de la prévention une priorité, à travers son travail de bons offices, de médiation et notamment via son Conseil des Sages.

Dans un troisième temps, il serait judicieux d'identifier les priorités communes dans le cadre de la grande réforme du maintien de la paix annoncée lors Pacte pour l'Avenir à la fin de l'année 2024³². Le Secrétariat de l'ONU prépare pour l'année 2026 un rapport crucial portant sur l'avenir de toutes les formes d'opérations de paix, et qui s'intéressera à de nombreux enjeux politiques, opérationnels et capacitaire du maintien de la paix. Cadre des mandats, performance des missions, régionalisation de la paix et de la sécurité, lutte contre la désinformation, déminage, protection des civils, agenda Femmes paix sécurité, etc. cette vaste réflexion de fond est susceptible d'explorer de nombreux aspects du maintien de la paix. Les PCTP francophones sont légitimes à faire entendre leur voix dans le cadre de cette démarche, et pourraient éventuellement y trouver des réponses complémentaires à leurs difficultés administratives, institutionnelles et opérationnelles. Une telle réflexion institutionnelle peut aussi être l'occasion de repositionner le multilinguisme au cœur de la discussion sur le travail des missions de paix³³. Cependant, ces perspectives de réforme sont assombries par l'importante crise budgétaire et de liquidité que rencontre l'ONU, et qui fragilise sa capacité à financer ses OP multidimensionnelles et à soutenir les OSP africaines dans le cadre de la résolution 2719 (2023)³⁴. Nul doute que nombreux de PCTP, francophones comme non-francophones, partagent des inquiétudes légitimes sur ces aspects. Définir un socle commun d'action peut permettre de donner plus de poids à ces préoccupations nombreuses notamment, au regard de la gestion budgétaire des missions.

²⁹ Pour en savoir plus : OLLIVIER Bertrand, « [Les Opérations de paix et la primauté des solutions politiques aux conflits. Portée et défis du rôle de la médiation](#) », *Observatoire Boutros-Ghali (OBG)*, novembre 2023.

³⁰ « [Pacte pour l'avenir](#) », loc. cit.

³¹ Général Birame Diop cité dans « [Les enjeux de la francophonie dans le maintien de la paix - état des lieux et perspectives sur l'engagement des pays contributeurs de troupes et de police francophones dans les OP](#) », Intervention principale – « *Rôle, contribution et avenir de la francophonie dans le maintien de la paix* », *Observatoire Boutros-Ghali*, novembre 2024.

³² « [Pacte pour l'avenir](#) », loc. cit.

³³ Entretien avec un membre d'une représentation diplomatique.

³⁴ « [Résolution 2719 \(2023\)](#) », loc. cit.

Partie 3 – Axe opérationnel – renforcer l'architecture de formation et la coopération francophone

Cette seconde partie propose des propositions et pistes de recommandations au regard du travail de préparation opérationnelle qui échoie au PCTP. Les éléments ci-après constituent une liste non-exhaustive de réflexions, qui reste éminemment parcellaire. Cette partie s'intéressera en particulier aux enjeux de formation des troupes, qui ont fait l'objet de plusieurs activités de l'Observatoire ces dernières années. Comme souligné précédemment, ces pistes constituent des réflexions dont les PCTP, l'ONU et les autres acteurs francophones concernés restent libres de se saisir ou non.

Encadré 3 – Vers des opérations de paix plus modulaires – quelle incidence pour les PCTP ?

La participation des PCTP au système de maintien de la paix onusien ne doit pas se comprendre sous un simple angle quantitatif. Il ne s'agit pas de fournir le plus grand nombre possible de troupes à l'ONU. Au contraire, la tendance à long terme va vers un nombre moindre de Casques bleus - ils étaient près de 105 000 en 2015 contre 61 000 en 2025³⁵. Ce nombre est d'ailleurs amené à être réduit encore davantage en 2026, alors que l'ONU annonce une réduction de près de 14 000 postes dans les composantes militaires et police des OP pour faire face à la crise financière et budgétaire actuelle³⁶.

L'ONU met désormais l'accent sur des compétences pointues, comme par exemple la neutralisation, enlèvement, destruction des engins explosifs (NEDEX) ; la lutte contre la désinformation, la mésinformation, les rumeurs et les discours de haine; les forces de réactions rapides (QRF) ; la maîtrise des drones d'observation ; ou bien encore les capacités médicales.

Cette évolution se confirme avec notamment l'étude indépendante intitulée « *L'avenir du maintien de la paix, nouveaux modèles et capacités connexes*³⁷ » commandée par le DOP en 2024. Elle appelle à plus de modularité des OP, argumentant en faveur de missions avec des contingents réduits, avec un mandat plus ciblé et plus réaliste, et un catalogue d'axes ciblés de travail. Pour ce faire, l'ONU aura avant tout besoin de troupes identifiées pour leur savoir-faire technique particulier.

Il est essentiel pour les PCTP de prendre la mesure de ce changement en pleine accélération, et d'identifier des axes de spécialisation pertinents au regard des besoins de l'ONU. Ils devront rester attentifs aux besoins fluctuants des missions, afin de faire évoluer rapidement leurs programmes de préparation et de formation. Cette exigence accrue d'agilité est un défi pour tous les PCTP quels qu'ils soient.

³⁵ « [Pays contributeurs en soldats et policiers](#) », Département des opérations de paix, consulté en octobre 2025.

³⁶ « [ONU: près de 14 000 casques bleus bientôt rapatriés face à une coupe budgétaire historique](#) », Radio France International (RFI), 14 octobre 2025.

³⁷ WANE El-Ghassim, WILLIAMS Paul D., KIHARA-HUNT Ai, « [L'avenir du maintien de la paix](#) », loc. cit.

4. Améliorer et diversifier l'offre de formation pour mieux répondre et s'adapter aux besoins des opérations de paix

- a. Renforcer le suivi des besoins émergents de l'ONU en matière de formation, de troupes et d'équipements
- b. Identifier et développer des formations s'alignant avec ces besoins
- c. Ouvrir certaines formations à l'échelon des sous-officiers pour faciliter la compréhension et la coordination au sein de la hiérarchie

Les orientations actuelles de l'ONU tendent à toujours plus de spécialisation du personnel en uniforme des missions (voir encadré 1 ci-avant), pour pouvoir adapter la réponse des missions aux évolutions – souvent la complexification - du contexte sécuritaire dans leurs pays-hôtes. Pour l'ONU, une telle capacité d'adaptation sur le terrain implique que les PCTP agissent dès la préparation pré-déploiement des Casques bleus³⁸. À cet effet, Le Système de préparation des capacités de maintien de la paix (*Peacekeeping Capability Readiness system - PCRS*) de l'ONU publie désormais chaque trimestre un récapitulatif des besoins actuels et émergents des opérations de paix, que ce soit en matière de formation, de type de troupes ou d'équipements³⁹. L'Observatoire Boutros-Ghali inclut dans sa lettre d'information une traduction de la rubrique dédiée aux besoins émergents de formation, afin de faciliter l'accès et la diffusion de cette information auprès d'une audience francophone⁴⁰.

Pour les PCTP francophones qui souhaitent poursuivre et renforcer leur contribution au système des OP, il peut être utile de faire le point sur les compétences actuelles de leurs troupes, d'identifier les points forts et spécialisations – actuelles ou potentielles – mais aussi les lacunes. Ce bilan de compétence est pertinent afin de mieux comprendre sur quels aspects – techniques ou thématiques – renforcer l'offre de formation existante au niveau national, et par extension identifier des nouveaux champs de formation à développer. Soutenir l'identification de nouvelles thématiques de formations peut permettre à un PCTP à la fois de gagner en technicité, mais aussi de le placer à l'avant-garde sur un sujet émergent, ce qui peut participer de son rayonnement. Par exemple, le Centre international du Caire pour la résolution de conflits, le maintien et la consolidation de la paix (*Cairo International Center for Conflict Resolution, Peacekeeping and Peacebuilding - CCCPA*) a récemment développé un nouveau programme axé sur le Nexus Climat Paix et Développement, et a initié en 2024 une formation pilote sur ce sujet, en français, qui a réuni des élèves issus d'une dizaine d'autres centres de formation francophones⁴¹.

La diversification et renforcement des formations peut aussi passer par l'élargissement de leur audience, notamment aux échelons hiérarchiques militaires intermédiaires tels que les sous-officiers

³⁸ GRIP ASBL, « [Intervention Principale par la RSSG Bintou Keita, cheffe de la MONUSCO](#) », Séminaire de l'Observatoire à Entebbe en Ouganda – La formation du personnel en uniforme des opérations de paix : adapter le modèle actuel aux défis et enjeux contemporains, *Youtube*, 22 juillet 2024.

³⁹ Ce bulletin est diffusé tous les trois mois en anglais, et accessible librement sur le site du PCRS. Pour plus d'informations : <https://pcrs.un.org/SitePages/Home.aspx>

⁴⁰ Pour plus d'information, voir la rubrique « [Actualité](#) » du site du REFFOP.

⁴¹ « [Formation sur le climat, la paix et la sécurité dans le cadre des opérations de paix](#) », OIF, 27 mars 2024, EL-KOUNY, Nour, « [Le Nexus Climat, Paix et Développement : Un lien sous-exploré dans le contexte des opérations de paix](#) », *Lettre d'information de l'OBG*, décembre 2024.

et les officiers junior ; une recommandation émise par plusieurs intervenants lors du séminaire de l’Observatoire à Entebbe en 2024. Pour le Général Régis Colcombet, directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) au ministère de l’Europe et des Affaires étrangères (MEAE) français, cette inclusion pourrait permettre une meilleure performance au sein de la « *colonne vertébrale du commandement* »⁴². Dans une perspective de réduction des effectifs déployés et d’une recherche de technicité avancée de l’ONU, cette inclusion pourrait constituer un atout intéressant pour accroître l’efficacité opérationnelle et favoriser la bonne conduite.

Encadré 4 - Les nouvelles ressources numériques de formation de l’ONU : le Centre de ressources de maintien de la paix et le matériel de formation de base préalable au déploiement (2025)

L’ONU met à disposition une sélection grandissante de manuels et matériels de formation à destination des PCTP, au sein d’une plateforme en ligne en libre accès : le Centre de ressources de maintien de la paix (*Peacekeeping resource Hub*). Cette plateforme en ligne centralise l’ensemble des documents relatifs à la préparation du personnel en uniforme des missions, en trois volets : 1) les politiques et orientations encadrant la préparation, 2) les matériels de formation développés par l’ONU 3) le cadre d’évaluation du DOP.



Au cœur de ce dispositif, l’ONU vient de mettre à jour son Matériel de formation de base préalable au déploiement (MFBPD, ou CPTM en anglais pour *Core Pre-deployment Training Materials*). Ce matériel est le pilier de formation obligatoire à tout le personnel des missions. La version en français des modules est disponible depuis novembre 2025 sur le site du centre de ressources⁴³. Cependant, il faut constater que le recensement de manuels de formation sur ce site de l’ONU reste plus étouffé en anglais ; ces contenus pourraient bénéficier d’une traduction vers les autres langues officielles de l’organisation, dont le français⁴⁴.

⁴² Général Régis Colcombet cité dans « [La formation du personnel en uniforme des opérations de paix : adapter le modèle actuel aux défis et enjeux contemporains](#) » Panel 1 - Adapter l’offre de formations aux besoins émergents : défis et perspectives, *Observatoire Boutros-Ghali*, mai 2024.

⁴³ « [Le Matériel de formation de base préalable au déploiement \(CPTM\)](#) », *Centre de ressources de maintien de la paix de l’ONU*, consulté en novembre 2025.

⁴⁴ L’Observatoire Boutros-Ghali recense l’ensemble des documents de formation de l’ONU disponibles en français sur son site, dans la rubrique « [Ressources formation et carrières](#) »

5. Renforcer et diversifier les outils et formats de formation au service de l'apprentissage

- a. Identifier et s'approprier les outils numériques utiles au renforcement du contenu des formations
- b. Favoriser l'émergence de nouveaux outils pédagogiques, méthodes d'apprentissage et formats de formation facilitant l'appropriation des apprenants

Au-delà des enjeux de fond, l'innovation en matière de formation passe aussi par le format de ces dernières. Ce sont à la fois de nouveaux outils et de nouvelles pratiques de formation qui caractérisent aujourd'hui le secteur de la formation pré-déploiement.

D'une part, les outils numériques jouent un rôle croissant dans la formation. Les technologies digitales favorisent la tenue de formation en ligne comme la formation pour les Conseillers/ères militaires genre de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (*United Nations Institute for Training and Research - UNITAR*)⁴⁵; voire l'organisation de cours en hybride, c'est-à-dire en partie en distanciel et en partie en présentiel. Il est aussi possible de développer des exercices interactifs accessibles en ligne, comme ceux créés dans le cadre de la Méthode « *En Avant !* » d'apprentissage du français sur objectifs spécifiques⁴⁶. On peut également créer des applications mobiles, un support auquel a de plus en plus recours l'ONU elle-même, y compris pour la formation. On peut citer par exemple son application mobile de formation aux premiers secours des Nations unies (disponible en français et anglais) qui permet de préparer le personnel à apporter des premiers soins indispensables dans les 10 minutes suivant un incident⁴⁷ ou bien l'application mobile d'examen des déploiements des Nations unies (voir encadré 3).

Encadré 5 - Focus sur le RETEX

Pour détecter rapidement et efficacement des évolutions dans l'état des besoins des missions de paix, mais aussi pour mieux adresser des lacunes dans la préparation et l'exécution des mandats, il est essentiel pour les OP de faire un Retour d'expérience (RETEX) efficace. L'ONU encourage désormais les personnels déployés et les PCTP à contribuer à ce mécanisme via l'application mobile d'examen des déploiements des Nations Unies⁴⁸. Elaborée par le Mécanisme de coordination souple (*Light coordination mechanism - LCM*) du DOP, elle permet de faciliter le partage des expériences et des enseignements tirés afin de faire évoluer plus rapidement la formation, la préparation et le soutien aux forces déployées à l'avenir.



⁴⁵ « [L'OIF et L'UNITAR s'associent pour créer une formation en ligne sur le genre dans les OP destinée aux CMG et PFMG](#) », Lettre d'information de l'OBG, L'actualité des formations francophones, janvier 2022.

⁴⁶ Voir l'encadré 4 ci-après pour plus d'informations.

⁴⁷ LORET Herbert et ALOË Sophie, « [Les applications mobiles du LCM – un exemple d'innovation au service de la sûreté et de la sécurité des Casques bleus](#) », Lettre d'information de l'OBG, Editorial, septembre 2023.

⁴⁸ « [Application mobile “Deployment Review”](#) », Département des opérations de paix, ONU, consulté le 30 octobre 2025 et LORET Herbert, ALOË Sophie, « [Les applications mobiles du LCM](#) », loc. cit.

Ces supports numériques revêtent plusieurs avantages : accessibilité, élargissement de l'audience, apprentissage à son rythme, mais aussi interactivité – un aspect qui représente un atout pédagogique certain selon Eleanor Pavey, formatrice à l'UNITAR⁴⁹. Pour les PCTP francophones, ces contenus déjà existants peuvent permettre de consolider les enseignements et renforcer les parcours de formation, à coût minime voire gratuitement. À ce titre, il est intéressant de souligner le travail de l'Institut de formation aux opérations de paix (*Peace Operation Training Institute - POTI*), une plateforme en ligne de formation axée spécifiquement sur le maintien de la paix, et qui propose actuellement 24 cours en langue française. Grâce à des contributions externes, le POTI a ouvert l'accès gratuit à ses formations à 99% de ses apprenants et cherche à renforcer ses partenariats avec des centres de formation intéressés⁵⁰. D'autres acteurs proposent des plateformes similaires, comme l'UNITAR, ou bien l'École des cadres du système des Nations unies (*United Nations System Staff College - UNSSC*).

D'autre part, de nouvelles pratiques de formation émergent au regard du format des formations. En plus des cours en ligne, et hybride, on peut aussi mettre en avant la multiplication des équipes mobiles de formation (*Mobile training teams - MTT*). Il s'agit de petits groupes de formateurs porteurs d'une compétence spécifique, souvent émergente, et capables d'être déployés sur plusieurs sites de formation tout au long de l'année. Ce format permet de transmettre des connaissances et compétences qui ne sont pas encore disponibles dans un centre particulier, et ainsi favoriser leur diffusion rapide au sein d'une audience accrue d'apprenants. Cette flexibilité peut permettre de répondre rapidement à des besoins émergents identifiés par l'ONU, et ainsi accroître la réactivité du mécanisme de maintien de la paix dans son ensemble⁵¹.

6. Soutenir l'enseignement des langues et des compétences comportementales

- a. Favoriser les apprentissages linguistiques et le multilinguisme parmi les PCTP**
- b. Saisir les opportunités d'échanges de compétence avec des PCTP désireux d'accroître leur maîtrise du français**
- c. Au-delà des savoir-faire, valoriser les savoir-être tels que la compréhension interculturelle**

De manière générale, le multilinguisme est une « valeur fondamentale » de l'ONU, et les compétences linguistiques sont considérées dans le cadre de l'Action pour la Paix (*Action for Peacekeeping - A4P*) comme une des « compétences spécialisées nécessaires à l'exécution des opérations de maintien de la paix⁵² ». Sans être une garantie de succès, la maîtrise des langues locales peut représenter un savoir-

⁴⁹ Eleanor Pavey citée dans « [La formation du personnel en uniforme des opérations de paix : adapter le modèle actuel aux défis et enjeux contemporains](#) », Panel 3 - Assurer la résilience des acteurs de la formation : pérenniser les enseignements et les compétences , *Observatoire Boutros-Ghali*, mai 2024.

⁵⁰ Pour en savoir plus : POTI, « [Présentation : l'Institut de formation aux opérations de paix : promouvoir la paix par la formation à distance par l'équipe du Peace Operations Training Institute \(POTI\) – Mars 2025](#) », *Lettre d'information de l'OBG*, Editorial, mars 2025.

⁵¹ Pour en savoir plus : PEMBOURA Aïcha, « [Enjeux et défis de la formation au sein des OMP : le cas des équipes mobiles de formation \(MTT\) en Afrique](#) », *Observatoire Boutros-Ghali (OBG)*, décembre 2024.

⁵² « [Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la Francophonie](#) », *Assemblée générale des Nations unies*, A/79/L.121, août 2025, p. 6.

faire et un savoir-être utile pour certains soldats et policiers déployés, en particulier si leur rôle implique des contacts réguliers avec la population et/ou les autorités locales. En même temps, le manque de multilinguisme représente un frein au bon travail des missions, notamment comme le soulignait la Représentante spéciale du secrétaire général et cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) Bintou Keita, lorsque deux contingents ne partagent aucune langue commune et doivent travailler ensemble⁵³. En fonction de leurs objectifs de déploiement, les PCTP francophones pourraient donc favoriser au sein de leur troupe l'apprentissage d'autres langues, l'anglais qui est la langue de travail de certaines missions de paix (notamment la MINUSS au Soudan du Sud), mais aussi des langues locales comme le lingala (RDC), le Sango (RCA) ou le Nuer (Soudan du Sud).

Les PCTP francophones et autres parties prenantes de la formation ont aussi un rôle à jouer en tant que porteurs d'une compétence linguistique particulière. La langue française est la deuxième langue de travail de l'ONU aux côtés de l'anglais et est également présente en tant que langue officielle et/ou *lingua franca* dans plusieurs pays-hôtes des missions de paix (MONUSCO et MINUSCA, respectivement en RDC et RCA). Or, certains PCTP non-francophones ont identifié le français comme une compétence linguistique à renforcer et cherchent aujourd'hui des partenaires susceptibles de les accompagner. Par exemple, l'OIF a multiplié en 2024 et 2025 ses cours de français à destination des futures troupes de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS)⁵⁴.

Encadré 6 - Méthode En avant !, LexicoPaix et Lexikozé : trois nouveaux outils numériques au service de l'apprentissage du français

Ces dernières années, trois outils ont été développés par l'OIF et ses partenaires afin de favoriser un accès gratuit et facile à l'apprentissage du français et du créole haïtien. Ces outils, activement destinés aux personnels déployés dans les missions, témoignent de la modularité que peuvent offrir les supports numériques au service de la pédagogie⁵⁵.

- La Méthode « *En Avant !* » d'apprentissage du français sur objectif spécifique est un outil multimodal : elle se compose d'un ensemble de fascicules destinés aux enseignants et aux apprenants, structurés en trois tomes, de pistes audios à écouter sur *Youtube*, et d'exercices en ligne interactifs. Elle propose un apprentissage axé sur les tâches utiles pour la vie militaire.
- Lexicopaix est une application mobile gratuite – également disponible hors-ligne – d'apprentissage de mots de vocabulaire en français pour la coopération internationale de sécurité et de défense. Elle propose plus de 600 mots de vocabulaire en lien avec le travail du personnel des missions, et la possibilité de compléter ce lexique en créant des entrées supplémentaires.
- Lexikozé, développée simultanément avec Lexicopaix, propose un principe similaire pour apprendre plus de 400 mots de créole haïtien utile pour les troupes déployées dans le pays. Des aides visuelles et sonores accompagnent l'apprentissage autonome.

⁵³ GRIP ASBL, « [Intervention Principale par la RSSG Bintou Keita, cheffe de la MONUSCO](#) », *loc. cit.*

⁵⁴ « [Haïti : Formation linguistique et interculturelle des contingents surinamais](#) », OIF, février 2025, « [Haïti : Formation linguistique et interculturelle des contingents de la MMAS](#) », OIF, janvier 2025, « [Formation linguistique et interculturelle du deuxième contingent kényan en phase de pré-déploiement pour Haïti](#) », OIF, novembre 2024 et « [Formation linguistique et interculturelle du personnel de défense et de police d'Antigua-et-Barbuda déployé en Haïti](#) », OIF, septembre 2024.

⁵⁵ Ces trois outils d'apprentissage sont disponibles en libre accès sur le site de l'Observatoire Boutros-Ghali. Voir « [Outils pour l'apprentissage des langues et des compétences interculturelles en mission de paix](#) », Observatoire Boutros-Ghali, mise à jour novembre 2025.

Par ailleurs, si les besoins de l'ONU semblent se concentrer de plus en plus sur des savoir-faire techniques, celle-ci reste demandeuse de savoir-être spécifiques. Au-delà de la difficile question de la bonne conduite et discipline des troupes, l'ONU encourage aussi une meilleure préparation et sensibilisation aux enjeux interculturels. Pour la RSSG Bintou Keita⁵⁶, la communication interculturelle est un atout tant dans la relation avec les communautés locales et les autorités nationales, qu'au sein même des missions, entre contingents issus de cultures militaires ou policières nationales différentes. Plusieurs acteurs ont déjà proposé des formations en la matière, tels que l'Institut des États-Unis pour la paix (*United States Institute of Peace - USIP*) ou l'UNITAR⁵⁷.

7. Consolider et diversifier les partenariats de formation bilatéraux, multilatéraux et multilingues

- a. *Soutenir le recensement de l'ensemble des formations pré-déploiement et acteurs actifs dans le domaine*
- b. *Renforcer le dialogue et la mise en réseau de l'ensemble du secteur : entre les PCTP, les services de formation de l'ONU et les autres acteurs de la formation au maintien de la paix*

Si l'innovation et le renforcement des capacités en matière de formation exigent des investissements importants, ceux-ci peuvent être mutualisés grâce à des partenariats entre acteurs souhaitant développer leur offre de formation. Ces acteurs peuvent disposer de compétences ou bien de moyens complémentaires (capacité d'accueil, capacité de financement, outil pédagogiques, outils numériques etc.) les uns aux autres.

Une première étape pour ce faire est d'identifier l'ensemble des formations pré-déploiements existantes, afin de mieux comprendre où se situent les expertises complémentaires et les éventuelles plus-values de formation. C'est ce travail qu'a engagé le Service intégré de formation (SIF ou *Integrated training service, ITS*) de l'ONU, à travers la nouvelle plateforme en ligne du Mécanisme de coordination souple (*LCM Online System – LCMOS*). Elle permet de recenser les formations existantes, centraliser leurs informations clés et ouvre la voie à l'identification des points d'arrimage possibles⁵⁸.

Les centres et écoles de formation du maintien de la paix issus des PCTP francophones ont aussi intérêt à mieux appréhender les capacités existant du côté de l'ONU, active à travers différents mécanismes qu'elle a activement développés ces dernières années. Aux côtés du SIF, du LCM et de l'UNITAR déjà mentionnés ci-dessus, on peut ajouter le Programme de Partenariat Triangulaire (PPT, ou *Triangular Partnership Programme, TPP*), qui vise depuis dix ans à renforcer les capacités des missions dans quatre domaines essentiels : le génie, la médecine, les technologies du C4ISR et la télémédecine⁵⁹.

⁵⁶ GRIP ASBL, « [Intervention Principale par la RSSG Bintou Keita, cheffe de la MONUSCO](#) », loc. cit.

⁵⁷ LUNTUMBUE Michel et DIEU Charlotte, « [L'interculturalité dans les opérations de paix onusiennes : état des lieux et pistes pour une prise en compte efficiente](#) », *Observatoire Boutros-Ghali (OBG)*, mars 2022 et « [Compétences Interculturelles Dans Les Missions De Paix](#) », UNITAR, consulté le 30 octobre 2025.

⁵⁸ « [Analyse des besoins actuels et émergents en termes de formation dans les OP- Septembre 2025](#) », Lettre d'information de l'OBG, L'actualité des formations francophones, octobre 2025.

⁵⁹ « [Programme de Partenariat Triangulaire \(PPT\) de l'ONU](#) », ONU, Département de l'appui opérationnel (DAO), novembre 2025.

Avoir un bon aperçu de l'activité de l'ensemble des organismes partenaires potentiels peut ouvrir la voie à des rapprochements avec de nouveaux interlocuteurs, au-delà de son voisinage immédiat ou même continental, et pourrait en particulier favoriser les partenariats multilatéraux et les partenariats Sud-Sud⁶⁰. Si ce type d'activités transnationales est jugé pertinent par les acteurs du secteur⁶¹, la question de leur financement reste épineuse. À ce titre, on peut souligner l'initiative de l'OIF, qui a lancé en 2023 un appel à projet soutenant des jumelages parmi les centres de formation membres du réseau REFFOP. Ainsi, des formateurs de l'École d'application des officiers de la gendarmerie roumaine « *Mihai Viteazul* » (Roumanie) et du CCCPA (Egypte) ont pu bénéficier d'une formation commune sur la méthodologie d'enseignement du français conduite par le Centre de Linguistique Appliquée (CLA) de l'Université de Franche-Comté à Besançon (France)⁶². Il pourrait être intéressant de voir plus d'organismes axer leur action sur le financement d'activités multilatérales.

8. Accélérer la mise en réseau des écoles et centres de formation francophones au maintien de la paix entre eux

- a. Consolider la mise en réseau des centres de formation à travers des plateformes de dialogue et des opportunités d'échange et de collaboration*
- b. Protéger la mémoire institutionnelle et les acquis des centres*
- c. Identifier des relais pour informer les partenaires suite aux grandes réunions internationales*

Si les centres de formation en Amérique latine ou en Asie-Pacifique ont déjà consolidé des réseaux de mise en commun, une telle coopération ne s'est pas encore développée à une échelle comparable sur le continent africain, et en particulier parmi les PCTP africains francophones⁶³. Or, ces réseaux peuvent être des espaces de discussion, d'information et de partage de bonnes pratiques particulièrement utiles au renforcement des capacités de formation. Le plus grand réseau de ce type reste la très anglophone *International Association of Peacekeeping Training Centres* (IAPTC), qui organise un temps de rencontre chaque année entre ses membres. Son chapitre africain est l'Association africaine des formateurs pour le soutien à la paix (*African Peace Support Trainers Association - APSTA*)⁶⁴ hébergée par le Cameroun. Cette association multilingue reste sous-dotée par rapport à ses homologues et gagnerait à être renforcée. En parallèle, l'OIF a également soutenu en 2014 la création du REFFOP, qui s'adresse à l'ensemble des acteurs francophones de la formation, tous continents confondus, dans une approche plus transversale. Ces deux plateformes complémentaires peuvent être encouragées à coopérer davantage ensemble⁶⁵.

⁶⁰ SANTOPINTO Federico, « [Pistes et propositions pour renforcer la contribution francophone aux opérations de paix](#) », *loc cit.*

⁶¹ Entretien avec un formateur du maintien de la paix.

⁶² « [Le CCCPA et l'Organisation Internationale de la Francophonie \(OIF\) organisent la Première Formation de Renforcement des Capacités Linguistiques en Français pour les Casques Bleus Égyptiens](#) », CCCPA, janvier 2024.

⁶³ Entretien avec un formateur au maintien de la paix.

⁶⁴ Pour en savoir plus : <https://apstafrica.org/fr/>

⁶⁵ Entretien avec un expert du maintien de la paix.

S'impliquer davantage dans ces différentes initiatives exige une capacité interne en ressources humaines au sein des centres de formation qui n'existe pas toujours de manière pérenne. Plusieurs défis peuvent être identifiés : 1) le manque de personnel, et en particulier le personnel administratif familier avec les démarches techniques des différents organes de l'ONU et partenaires internationaux 2) la mobilité au sein du personnel, et en particulier de la direction⁶⁶. Ces difficultés peuvent freiner l'implication des écoles dans ces processus de mise en réseau, exacerbant ainsi les inégalités d'accès aux nouvelles opportunités. Une piste de solution serait d'accroître la communication de niveau « cadre intermédiaire » entre les personnels des différents centres, en parallèle des échanges entre les échelons supérieurs déjà existants. Assurer la présence de plusieurs représentants de chaque centre aux rencontres en présentiel permettrait aussi de multiplier les points d'ancrage, au service d'une meilleure mémoire institutionnelle des échanges.

Reste que certains centres issus des PCTP francophones ne participent pas ou très peu à ces réseaux internationaux⁶⁷, pourtant accélérateurs de capacités. Que ce soit faute de moyens financiers, et/ou par manque de maîtrise de l'anglais – souvent la langue de discussion de ces réseaux internationaux, certains centres de formation restent relativement marginalisés. Là aussi, des partenariats, mêmes relativement informels, pourraient permettre de limiter ce phénomène. Au niveau diplomatique, particulièrement à New York parmi les Représentations auprès de l'ONU, certains pays jouent un rôle de rapporteur (voire de traducteur) de réunions techniques auprès de leurs pairs qui n'ont pu assister aux échanges⁶⁸. Certains centres de formation, mieux dotés en personnel et/ou en capacités linguistiques, pourraient assurer un rôle similaire.

9. S'inscrire dans une architecture de formation multiniveaux (ONU, UA, CER)

- a. Accroître la connaissance de l'architecture africaine de paix et de sécurité, et de son volet formation, parmi les PCTP francophones*
- b. Encourager l'harmonisation des architectures de formation respectives de l'ONU et de l'UA, le partage de bonnes pratiques et la coopération multilatérale*
- c. Soutenir la création et la traduction des référentiels de formation de l'ONU et de l'UA*

L'ONU renforce ses partenariats régionaux, dans la lignée du chapitre VIII de la Charte des Nations unies. Sur le continent africain, il s'agit de consolider l'Architecture de paix et de sécurité régionale, à travers l'UA, et sous-régionale, à travers les Communautés économiques régionales (CER).

⁶⁶ Par exemple, le REFFOP a organisé à deux ans d'intervalle, en 2022 et 2024, des ateliers de réflexion en présence de plus d'une dizaine de représentants de centres de formation. Un seul représentant d'une école était présent à ces deux échanges.

⁶⁷ Entretien avec un expert en maintien de la paix.

⁶⁸ Entretien avec un représentant diplomatique.

Dans ses dimensions militaire et policière, cette régionalisation du maintien de la paix se traduit par plusieurs formats possibles de déploiements qui peuvent simultanément impliquer les PCTP francophones du continent :

- La Force africaine en attente (FAA)
- Les opérations de soutien à la paix (OSP) de l'UA – récemment renforcées par la résolution 2719 (2023)⁶⁹ du Conseil de sécurité de l'ONU
- Les forces sous-régionales – à l'instar de l'éphémère Force de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community - SADC*) en RDC.

Ces formats impliquent eux-aussi des objectifs spécifiques en matière de préparation pré-déploiement, en parallèle de ceux des opérations de paix de l'ONU. Or, les PCTP francophones africains ne sont pas toujours familiers avec le travail mené par l'UA en matière de formation⁷⁰. Il existe donc un réel besoin d'accroître la connaissance et la circulation d'informations portant sur ce volet ; une démarche particulièrement utile à la perspective du renforcement de la régionalisation du maintien de la paix. On pourrait imaginer une plateforme dans l'état d'esprit du Centre de ressources du maintien de la paix de l'ONU (voir Encadré 2) et/ou du LCMOS de l'ONU permettant de centraliser les informations utiles au niveau africain. Une plateforme telle que l'APSTA pourrait jouer un rôle d'appui à une telle démarche.

Le renforcement du partenariat ONU/UA en matière de paix et de sécurité passe aussi par une coopération plus étroite entre ces deux institutions. Trois aspects fondamentaux de ce rapprochement sont l'harmonisation des standards de formation, la mise à jour des différents référentiels et la mise en relation de leurs services dédiés à la formation. Sur cet aspect, les PCTP francophones, en et hors Afrique, ont un rôle à jouer. En effet, tant l'ONU que l'UA cherchent à renforcer et amplifier leurs actions en matière de préparation opérationnelle, mais peinent à obtenir les soutiens nécessaires, ce qui crée des lacunes, notamment au regard des ressources disponibles en français. Premiers demandeurs de manuels dans cette langue, les PCTP francophones ont donc tout intérêt à s'impliquer dans ces démarches. Par exemple, à travers le PCRS, l'ONU encourage aussi activement les PCTP à nominer des experts (*Subject Matter Experts – SME*) capables d'élaborer de nouveaux contenus de formation sur des thématiques émergentes⁷¹. Les PCTP francophones qui le souhaitent sont encouragés à s'impliquer tant dans la création des référentiels – les plaçant ainsi à l'origine des normes – qu'à leur traduction. L'UA cherche elle-aussi à étoffer son offre de formation. Les organismes francophones de formation pourraient lui être particulièrement utile car elle ne semble pas à l'heure actuelle proposer de formation en français à destination du personnel militaire et policier, et ne dispose pas de traductions en français de ses référentiels. Elle pourrait donc bénéficier d'un appui en la matière, que ce soit pour la création de référentiels de formation ou la traduction de ceux existants⁷².

⁶⁹ « [Résolution 2719 \(2023\)](#) », *loc. cit.*

⁷⁰ Entretien avec un expert du maintien de la paix.

⁷¹ Voir notamment : « [Analyse des besoins actuels et émergents en termes de formation dans les OP- Septembre 2025](#) », *loc. cit.*

⁷² Entretien avec un expert du maintien de la paix.

10. Accompagner la montée en capacité de formateurs francophones et multilingues

- a. *Promouvoir les formations de formateurs (ToT) à destination des francophones*
- b. *Faciliter les échanges de bonnes pratiques et de retours d'expérience pour renforcer le socle de connaissance et compétences de l'ensemble du secteur*

Les exigences et besoins croissants en matière de formation impliquent d'avoir des capacités en ressources humaines correspondantes. Autrement dit, les multiples acteurs de la formation au maintien de la paix évoqués ici doivent pouvoir s'appuyer sur un éventail de formateurs et de formatrices capables de répondre aux besoins évolutifs de formation des missions de paix. Or, plusieurs intervenants lors de notre séminaire sur les enjeux de formation (2024) ont estimé que le continent africain manquait de formateurs francophones⁷³. Cette situation reste préoccupante au regard de la régionalisation du maintien de la paix engagée notamment à travers la résolution 2719 (2023). Pour répondre à ce défi, il paraît important de renforcer à la fois le nombre et la compétence technique des formateurs.

Une piste d'action déjà engagée par plusieurs acteurs de la formation est de proposer des cours de type Formation de formateurs (*Training of Trainers - ToT*) destinés aux enseignants francophones. C'est le cas de la France, en partenariat avec l'OIF qui proposent depuis plusieurs années une formation de formateurs qui vise à consolider les compétences pédagogiques des officiers (militaires, gendarmes et policiers). En 2025, ce sont 32 participants issus de 27 pays qui ont pu en bénéficier⁷⁴. Ce type de formation reste un investissement important pour l'organisme d'accueil, qui n'est pas à la portée de tous. Le développement de cours en format hybride ou en ligne peuvent permettre de répondre à ces limites, tout comme la mise en œuvre de partenariats bilatéraux ou multilatéraux, afin de mutualiser les coûts et les capacités.

Approfondir le socle de connaissances des formateurs passe aussi par la facilitation des échanges de bonnes pratiques et des retours d'expérience entre enseignants des différents centres et organismes de formation, à un niveau plus horizontal. Faciliter des temps de rencontre et de discussion entre les formateurs – y compris via des plateformes en ligne si pertinent – pourrait encourager des interactions plus informelles et plus propices à la confiance. Là encore, les associations telles que l'IAPTC et l'APSTA peuvent permettre de faciliter ce type de dialogue, tout en mutualisant les coûts de ces démarches.

⁷³ « [La formation du personnel en uniforme des opérations de paix : adapter le modèle actuel aux défis et enjeux contemporains](#) », Panel 3 - Assurer la résilience des acteurs de la formation : pérenniser les enseignements et les compétences , *Observatoire Boutros-Ghali*, mai 2024.

Information également corroborée lors d'entretien avec un formateur au maintien de la paix.

⁷⁴ « [8^e édition de la formation francophone de formateurs au maintien de la paix](#) », OIF, mai 2025.

Encadré 7 – Plaidoyer pour une meilleure performance pédagogique

Il est fondamental pour l'ONU que les troupes déployées par les PCTP puissent s'approprier adéquatement les standards de préparation, les outils, les techniques et les objectifs de conduite. Mais cet objectif théorique général se heurte aux difficultés de la pratique pour le corps enseignant. Eleanor Pavey, formatrice à l'UNITAR, résume ainsi la situation : « le message ne passe pas »⁷⁵. Des échanges avec plusieurs formateurs au maintien de la paix, que ce soit dans le cadre d'évènements de l'Observatoire, de visites de centres de formation ou lors d'entretiens menés dans le cadre de cette note de synthèse⁷⁶, appellent à engager des réflexions plus transversales sur la pédagogie d'apprentissage. Plusieurs pistes sont ressorties de ces échanges :

- Développer des cours plus interactifs, jugés plus propices à l'appropriation des apprenants - ex : les « jeux sérieux » (*serious games*), « jeux de guerre » (*war games*), et autres jeux de simulation, les quiz, les temps de discussion, les supports numériques, l'inclusion de témoignages, etc.
- Favoriser une audience diversifiée pour préparer les troupes à l'environnement pluriel des missions de paix. Par exemple, certains centres de formation proposent désormais des cours réunissant des militaires et des apprenants civils afin d'accroître les capacités de collaboration.
- Adapter les outils pédagogiques pour garantir l'appropriation de chaque apprenant, même le plus modeste - ex : un centre de formation du réseau REFFOP a développé des aides visuelles pour ses soldats ayant une maîtrise limitée de l'écriture en français.

⁷⁵ Eleanor Pavey citée dans « [La formation du personnel en uniforme des opérations de paix : adapter le modèle actuel aux défis et enjeux contemporains](#) », *loc. cit.*

⁷⁶ Entretien avec un formateur au maintien de la paix.

À propos de l'autrice

Solène Jomier est chargée de recherche au sein du Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité (GRIP). Depuis 2022, elle assure la coordination du projet « *Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix* » piloté par le GRIP. Ses travaux de recherche se focalisent sur les politiques de paix et de sécurité sur le continent africain, la gouvernance globale et régionale du maintien de la paix, et la performance des opérations de paix des Nations unies. Elle est titulaire d'un Master of Arts en Relations internationales de l'Université de Warwick et est diplômée de l'Institut d'Études politiques de Rennes.



L'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix constitue un cadre de discussion entre experts et personnalités francophones issus de pays contributeurs de personnel. Il s'inscrit en cela dans un objectif de renforcement du dialogue triangulaire entre les États engagés dans le maintien de la paix, le Conseil de sécurité et le Secrétariat des Nations unies.

Pour en savoir plus sur l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix :

<https://www.observatoire-boutros-ghali.org>

